

Aide Covid : le Gouvernement fait encore une fois le choix d'exclure les jeunes !

Lors de son allocution télévisée du mercredi 13 octobre, le Président de la République a annoncé qu'une aide exceptionnelle de 150 euros serait accordée aux bénéficiaires de certaines aides sociales comme le RSA ou les APL ? en citant spécifiquement les jeunes de 18 à 25 ans comme public cible. Pourtant, le lendemain, les critères d'accès à cette aide précisent que les bénéficiaires des APL devront avoir au moins un·e enfant pour bénéficier de cette aide, ce qui **exclut de nombreuses personnes en situation de précarité et notamment beaucoup d'étudiant·e·s et beaucoup de jeunes de moins de 25 ans.**

Alors que la précarité étudiante explose, le grand n'importe quoi du Gouvernement...

Ainsi, alors que le coût de la vie étudiante explose avec une progression de 3,69% sur un an, plus forte augmentation depuis 8 ans (celle-ci est 18 fois plus forte que pour le reste de la population), le Gouvernement continue de mépriser les jeunes au point d'annoncer une aide et de nous la retirer le lendemain. L'exclusion des jeunes des dispositifs d'aide exceptionnelle est une constante depuis le début de la crise sanitaire. Nous avons dû attendre le mois de mai pour avoir enfin un soutien financier qui n'a par ailleurs, lui non plus, été une réalité pour nombre d'entre nous puisque les étudiant·e·s étaient déjà exclu·e·s de l'aide de 200 € aux jeunes touchant les APL. Par ce biais et en refusant l'accès aux minima sociaux en dessous de 25 ans, le **Gouvernement fait donc le choix d'un comportement paternaliste envers la jeunesse**, contrainte de se reposer encore plus sur la solidarité familiale.

Les jeunes en ont marre de l'hypocrisie : il faut passer de la parole aux actes !

Les jeunes et les étudiant·e·s sont parmi les plus touché·e·s par la crise économique. Cela est admis quasiment de tou·te·s, même par Emmanuel Macron qui le rappelait mercredi dans son allocution. Il est inutile de nous dire qu'il "*est difficile d'avoir 20 ans en 2020*", cela nous le savons, c'est d'ailleurs en partie la politique du Gouvernement vis-à-vis des jeunes qui fait de ce constat une réalité, et **nous attendons de la part de celui-ci des actes et non plus des mots creux.** Si des premières mesures ont été prises suite aux revendications de l'UNEF telles que la baisse du prix du ticket au restaurant universitaire à 1 euro pour les étudiant·e·s boursier·ère·s et la revalorisation des bourses de l'Enseignement supérieur, nous sommes loin d'une politique de lutte contre la précarité des jeunes qui soit d'ampleur et efficace.

Il faut des mesures urgentes et structurelles pour lutter contre la précarité des jeunes !

Dans la période exceptionnelle que nous vivons, l'absence de filet de sécurité est meurtrière pour notre génération et démontre l'urgence de **l'accès au RSA (Revenu de Solidarité Active) pour les moins de 25 ans et de la mise en place d'une allocation d'autonomie pour tou-te-s les jeunes en formation, permettant de recevoir un montant suffisant pour vivre, indépendamment du revenu de nos parents, durant toute la durée de nos études.**

Parce qu'il faut également répondre à l'urgence, l'UNEF revendique :

- L'ouverture de l'aide exceptionnelle de 150 euros aux étudiant·e·s et aux jeunes sans autre critère que le fait de toucher des aides sociales
- Une réforme en profondeur du système des bourses sur critères sociaux qui augmente les montants et le nombre de bénéficiaires afin de lutter contre la précarité étudiante
- L'augmentation des moyens dans le réseau des CROUS afin de leur permettre de mieux lutter contre la précarité étudiante
- Le rétablissement d'une aide financière à l'insertion des jeunes diplômé·e·s
- La gratuité des masques pour les jeunes

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.45.28 / presse@unef.fr